



ARRETE DE LA PRESIDENTE

PRESRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE POISY

La Présidente du Grand Annecy ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5216-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L410-1 et L411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment ses articles R421-1 et R421-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral PREF/DRCL/BCLB-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette ;

Vu l'arrêté préfectoral PREF/DRCL/BCLB-6-2018-006 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Poisy du 5 mars 2007 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) de Poisy ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Poisy du 29 novembre 2016 approuvant la modification simplifiée n° 5 du PLU de Poisy ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° D-2019-511 du 14 novembre 2019 approuvant la modification n° 6 du PLU de Poisy ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° DEL-2021-61 du 25 mars 2021 du Conseil communautaire du Grand Annecy approuvant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Poisy pour le site Eurovia ;

Vu l'arrêté de la Présidente du Grand Annecy n° ARR-2022-09 du 19 janvier 2022 portant mise à jour n° 16 du PLU de Poisy ;

Considérant la nécessité de modifier le PLU pour :

- majorer le volume constructible du tènement situé au 694 route d'Annecy pour permettre le projet de construction de logements locatifs sociaux, par l'utilisation de l'article L151-28 du code de l'urbanisme,
- mettre en cohérence le règlement écrit avec les annexes sanitaires,
- clarifier le règlement écrit concernant l'aspect des toitures des constructions d'intérêt public ou d'intérêt général et des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif ;

Considérant que l'adaptation du PLU sur ces points ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

Considérant que cette modification entre dans le cadre de l'article L153-45 du code de l'urbanisme et qu'elle peut ainsi être effectuée selon une procédure simplifiée ;

Considérant que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative de la présidente de l'EPCI.

ARRETE

Article 1 : il est décidé d'engager une procédure de modification simplifiée n° 6 du PLU de Poisy selon la procédure définie aux articles L153-45 et suivants du code de l'urbanisme.

Elle a pour objet de :

- majorer le volume constructible du tènement situé au 694 route d'Annecy pour permettre le projet de construction de logements locatifs sociaux, par l'utilisation de l'article L151-28 du code de l'urbanisme ;
- mettre en cohérence le règlement écrit avec les annexes sanitaires ;
- clarifier le règlement écrit concernant l'aspect des toitures des constructions d'intérêt public ou d'intérêt général et des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

Article 2 : en application des articles L153-40 et L153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée n° 6 du PLU sera notifié au Maire de Poisy, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme) avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée n° 6, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

Article 3 : le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme. Il sera affiché en mairie de Poisy et au siège du Grand Annecy pendant un mois. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs du Grand Annecy et mis en ligne sur le site internet du Grand Annecy (www.grandannecy.fr), établissement public de coopération intercommunale compétent.

Article 4 : le dossier de modification simplifiée n° 6 sera mis à disposition du public selon les modalités qui seront définies par délibération du Conseil communautaire, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Article 5 : la Présidente du Grand Annecy est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 6 : Le présent arrêté peut être contesté :

- Soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.
- Soit en saisissant le tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Annecy, le **18 FEV. 2022**

La Présidente,



Frédérique LARDET.